

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=NF&ID_NUMPUBLIE=NF_006&ID_ARTICLE=NF_006_0130

Les leviers d'une stratégie anti-russe

par Jean GERONIMO

| Fondation Gabriel Péri | Nouvelle Fondation

2007/2 - N° 6

ISSN 1951-9745 | ISBN 2-916374-09-4 | pages 130 à 133

Pour citer cet article :

– Geronimo J., Les leviers d'une stratégie anti-russe, Nouvelle Fondation 2007/2, N° 6, p. 130-133.

Distribution électronique Cairn pour Fondation Gabriel Péri.

© Fondation Gabriel Péri. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES LEVIERS D'UNE STRATÉGIE ANTI-RUSSE

JEAN GERONIMO*

UNE STRATÉGIE ÉCONOMIQUE POLITIQUEMENT ORIENTÉE

L'origine, sous l'impulsion de la gouvernance libérale informelle – FMI et Banque mondiale –, l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) a le noble objectif de favoriser le désendettement structurel de pays pauvres, dont la charge de la dette serait économiquement insoutenable, donc nuisible pour leur développement futur. Or cette politique pourrait à l'avenir concerner certaines républiques très endettées de l'ex-URSS, groupées dans l'actuelle Communauté des États indépendants (CEI) et industriellement sous-développées selon le schéma linéaire de Rostow, élevé au rang de norme libérale. Dans ce schéma purement théorique, il s'agirait de jeter les bases d'un *développement durable*, économiquement plus équilibré et socialement plus juste, préservant les intérêts des générations futures.

Cette inflexion surprenante de la gouvernance libérale nous amène à nous interroger sur deux points fondamentaux. D'une part, cette politique bienfaitrice susceptible de s'étendre à l'étranger proche de la Russie ne cacherait-elle pas un objectif (latent) plus *politique*? D'autre part, sans verser dans une paranoïa anti-américaine, cette politique ne serait-elle pas guidée, de manière indirecte, par la main invisible de Washington? En résumé, peut-on parler d'une stratégie économique politiquement orientée? Cette problématique nous conduira à aborder les aspects théoriques (formels) et réels (cachés) de l'Initiative du désendettement, appelée à se généraliser dans une zone post-soviétique désarticulée et considérablement appauvrie par la faillite du post-communisme. Cette extension géopolitique de l'Initiative à l'espace de

domination historique de la Russie soviéto-fédérale conditionne son caractère stratégique mais, surtout, la rend politiquement *suspecte*.

UNE APPROCHE DE LA DETTE THÉORIQUEMENT NOBLE En théorie, tout en cherchant à rompre avec l'orthodoxie financière des anciens Plans d'ajustement structurels, imposés par la gouvernance libérale, l'Initiative PPTE s'appuie sur deux grands axes, économique et social.

● **Désendettement structurel** D'une part, selon un axe *économique*, elle cherche à lier l'aide financière en vue de la réduction de la dette à un programme précis, fondé sur des mesures libérales de réforme des structures productives et d'insertion efficace dans le système économique mondial. Il s'agit, notamment, de créer les conditions structurelles de production endogène d'un surplus macro-économique destiné au renforcement des capacités d'investissement et surtout, au remboursement de la dette. On peut donc remarquer l'aspect *conditionnel* de l'aide, destinée *in fine* à imposer les paramètres du modèle libéral et, par ce biais, à renforcer les structures de l'économie de marché.

● **Développement social** Par ailleurs, selon un axe *social*, elle cherche à lier l'aide financière à l'adoption par le pays élu d'une politique volontariste de réduction de la pauvreté et des inégalités fondamentales. Il s'agit, notamment, de jeter les bases permissives d'un capitalisme à visage humain, véritable alternative à la fameuse « troisième voie » du développement, inspirée d'un hypothétique socialisme à visage humain et définitivement égarée dans les abîmes de la guerre froide. *A priori*, il y aurait donc une volonté de la nouvelle gouvernance de privilégier un développement plus qualitatif et, à cette fin, fondé sur le respect des normes éthiques internationales.

LIMITES DE L'AIDE Or, au début de 2007, face à ce double objectif économique et social, l'Initiative PPTE montre un relatif échec. En effet, sur la base des indicateurs macro-économiques privilégiés par la gouvernance libérale – développement, endettement,

*Docteur des Universités, vice-major de promotion de licence et maîtrise de sciences économiques, UPMF Grenoble. Lauréat de la Fondation Robert Schuman. Ancien allocataire de recherche de la Région Rhône-Alpes.



pauvreté, inégalités – dans le contrôle des politiques suivies, la situation des pays élus à l’Initiative s’est globalement détériorée. En 2006, la dette des pays en développement était évaluée à 2 800 milliards de dollars¹. Or un rapport de la section d’audit interne de la Banque mondiale et du FMI indique que, dans la *moitié des pays bénéficiaires* de l’allègement de la dette dans le cadre de l’Initiative PPTE, la dette s’est en fait accrue et serait retournée au niveau atteint avant le plan d’allègement². Ces limites de l’aide tendent à souligner, de manière implicite, l’existence d’un *cercle vicieux* du sous-développement, politiquement orienté.

UNE APPROCHE DE LA DETTE POLITIQUEMENT ORIENTÉE L’Initiative de la dette – à travers ses réformes conditionnelles – est, de manière insidieuse, centrée sur le renforcement de la domination politique américaine contre les intérêts eurasiens de la Russie. De ce point de vue, elle est idéologiquement *non neutre*.

En menaçant la stabilité politique de la CEI – donc, en servant les intérêts américains – l’Initiative PPTE remet en cause les fondements historiques du système sécuritaire russe et, dans une large mesure, l’existence de la Russie comme simple puissance régionale.

● **Stratégie anti-russe** En réalité, derrière une politique d’inspiration humaniste se cache un objectif politique précis, centré sur l’*extension du modèle libéral* comme instrument de domination et s’insérant, de manière plus générale, dans la stratégie américaine de long terme mise en œuvre dans l’espace eurasiatique. Particulièrement accentuée depuis la disparition de l’Union soviétique en 1991 – jusque-là, seul réel contrepoids à l’hégémonie américaine –, cette stratégie s’inscrit dans une logique de *contrôle* de la puissance russe, voire de compression de son pouvoir au cœur de l’ancienne zone soviétique. Il s’agit, en définitive, d’empêcher un retour prématuré de la puissance russe, désireuse de recouvrer son espace impérial et, ainsi, de renouer avec son statut de l’ère communiste.

● **Extension des valeurs libérales** Dans ce contexte, l’Initiative PPTE apparaît comme une mesure économique masquant une logique politique de *détachement* de la CEI de l’espace de domination russe. Sur ce point, on doit

rappeler que l’Initiative vise à inciter les pays élus à adhérer aux *normes libérales*, au moyen d’une réorientation commerciale de leurs structures industrielles et exportatrices – au détriment de leur autonomie économique – et d’une spécialisation productive rompant avec les principaux traits du modèle socialiste³. De manière implicite, la politique prônée par les institutions internationales tend donc à encourager les États de la CEI à s’émanciper de l’ancienne Division internationale du travail socialiste, instaurée dans le cadre de l’URSS pour renforcer l’unité idéologique de l’Empire. En imposant les valeurs du libéralisme économique et du modèle politique sous-jacent, cette démarche a pour but ultime d’amener les États post-communistes à abandonner les valeurs historiques du soviétisme – sur le triple plan économique, politique et social – et, par ce biais, à *s’autonomiser* de l’influence russe.

● **Déstabilisation sécuritaire de la Russie** Dans cet axe, l’Initiative PPTE – sous couvert d’aider les pays pauvres endettés à sortir du sous-développement – cherche, à terme, à fidéliser ces derniers au libéralisme et, en cela, à créer une forme de *dépendance politique*, dans le dessein de réduire le monopole russe dans son espace d’influence traditionnel. Or, en 2000, la Russie a rappelé dans sa doctrine stratégique⁴ qu’elle considérait la CEI (son « étranger proche ») comme faisant partie de ses intérêts nationaux et, en particulier, qu’elle n’accepterait pas l’ingérence de puissances étrangères dans la région – considérée comme une menace pour sa sécurité. Sur ce point, on doit rappeler que la CEI forme une sorte de *zone tampon* protectrice pour la Russie et un espace unitaire et interdépendant, structurellement fondé sur des liens politiques, militaires et économiques. En ce sens, en menaçant la stabilité politique de la CEI – donc, en servant les intérêts américains – l’Initiative PPTE remet en cause les *fondements historiques* du système sécuritaire russe et, dans une large mesure, l’existence de la Russie comme simple puissance régionale⁵. De ce point de vue, l’Initiative heurte de plein fouet les intérêts stratégiques de l’État russe, avide de renouer avec son prestigieux passé international. Dès lors, par *instinct de survie* organique, ce dernier a été contraint de recentrer sa ligne extérieure sur les *critères soviétiques de la puissance* (État, Atome, Énergie : EAE) contre l’« ennemi systémique⁶ ».

● **Doctrine Brzezinski** Au-delà, l’Initiative PPTE s’inscrit, de manière indirecte, dans la stratégie Brzezinski⁷ d’encerclement de la Russie et de déstabilisation de ses régions frontalières – en particulier ses frontières sud – en vue d’y installer un « pluralisme géopolitique », teinté d’un vernis démocratique. Cette stratégie se présente comme une radicalisation de la *doctrine Kennan* fondée, en phase de guerre froide, sur le *contain-*



L'Initiative PPTE obéit donc à une logique idéologique fondée sur l'instrumentalisation américaine de la gouvernance mondiale et de ses institutions, comme levier légal d'extension du néolibéralisme.

ment (endiguement) de la puissance russe⁸. Dans la vision américaine, ce pluralisme – en fait soumis à son contrôle – serait préférable au monopole russe, considéré comme nuisible à l'équilibre et au développement de la région. En cela, sous l'impulsion des instances internationales, cette démarche en vue du désendettement apparaît comme une initiative économique politiquement *non neutre*, un véritable cheval de Troie permettant à la puissance américaine de s'introduire légalement dans un espace longtemps interdit, quel qu'en soit le prix. Dans le prisme américain, la fin (politique) justifie les moyens (économiques) et, en conséquence, d'éventuels coûts (humains) collatéraux.

DOMINATION LÉGITIME En ralliant les États ex-communistes de la CEI à la politique libérale et donc à la Division internationale du travail capitaliste, l'Initiative aurait pour conséquence de structurer une économie-monde hiérarchisée. Cette dernière, centrée sur les besoins du Nord – surtout américains – viserait à instaurer une exploitation organique de la périphérie sous-développée, comme levier d'une *soumission politique*. Il s'agit bien, dans ce schéma, de « rendre le monde sans danger pour la démocratie⁹ », autrement dit, de jeter les bases d'une universalisation de l'idéologie libérale comme vecteur de l'hégémonie américaine. Aujourd'hui, les dirigeants américains sont persuadés d'être les élus d'une « destinée manifeste¹⁰ » permettant à leur pays d'imposer une forme de *messianisme libéral*, au nom d'une conscience supérieure des intérêts de la planète. En définitive, un objectif implicite est d'instaurer les bases d'une *domination légitime* à l'échelle du monde, comme sanction éclatante (et libérale) de la fin de l'histoire¹¹.

C LA RÉMORALE De ce point de vue, l'Initiative PPTE est une démarche insidieuse, s'inscrivant dans une optique de réduction de la puissance russe et visant, au-delà, à empêcher l'émergence d'une puissance majeure, donc

virtuellement hostile, au sein du vaste espace eurasienn. Cet espace, « nouveau centre du monde » selon Brzezinski, se présente à l'amorce du XXI^e siècle comme l'élément clé de l'Empire américain, né des cendres du post-communisme¹². Désormais, dans un monde rendu instable par l'implosion de l'équilibre Est-Ouest et par la montée des microconflits – ethniques, nationalistes et religieux –, l'Amérique apparaît comme la seule « nation indispensable », selon l'aveu inquiétant de Madeleine Albright. En ce sens, l'Initiative s'inscrit dans une logique américano-russe confrontationnelle et comme expression d'une nouvelle *guerre tiède*, centrée sur le contrôle de l'Eurasie. Dans ses grandes lignes, celle-ci peut être définie comme une forme réactualisée – et modérée – de la guerre froide et vise, sous l'impulsion du leadership américain imprégné d'une « clarté morale¹³ » – contre la sphère dominée, intégrant la Russie – à précipiter une *fin de l'histoire* exclusivement libérale.

ORDRE LIBÉRAL Dans sa fonction latente, l'Initiative PPTE obéit donc à une *logique idéologique* fondée sur l'instrumentalisation américaine de la gouvernance mondiale et de ses institutions, comme levier légal d'extension du néolibéralisme. Par ce biais, l'Initiative apparaît comme un vecteur de sacralisation de l'Ordre international libéral, désormais guidé par le seul « Empire bienveillant¹⁴ », investi d'une légitimité quasi religieuse et considéré comme la *conscience suprême* de la civilisation¹⁵. C'est au nom de ce monopole moral que la vertueuse Amérique tend à manipuler les revendications nationalistes et identitaires dans les zones centre-asiatique et caucasienne de la CEI, dans l'optique de déstabiliser le pouvoir russe et, en cela, d'éroder son influence « néfaste ». Sur son lit de mort en décembre 1922, Lénine avait pourtant, de manière prophétique, solennellement condamné toute tentative d'instrumentaliser le nationalisme à des fins politiques¹⁶. Or l'objectif américain d'étendre l'Ordre libéral, au cœur de l'espace post-communiste, néglige des coûts politiques irréversibles et, *in fine*, porteurs d'incertitude. Le 23 mai 2007, l'arrogance du comportement américain dans la conduite unilatérale du projet ABM est une parfaite illustration de cette inconscience politique qui s'inscrit, en réalité, dans une politique rationnelle.

UNE INSTRUMENTALISATION POLITIQUE L'implosion idéologique de l'URSS en décembre 1991 a été, de ce point de vue, la condition permissive de cette apogée libérale dont l'Initiative de la dette – par une instrumentalisation politique – ne serait, finalement, que l'*habillage légitime*. ●

1. www.forumdespeuples.org : « L'Initiative PPTE et l'Initiative d'allègement de la dette un an après le sommet du G8 à Enderburg : Audit et répudiation », *Forum des peuples*, GAO, 15-17 juillet 2006.



2. www.ipsnews.net/fr : « Malgré l'allègement de la dette, les nations pauvres à nouveau dans le rouge », E. Mekay, Inter Press Service News Agency, 24 mai 2006.
3. L'objectif central, inspiré du « consensus de Washington », en dépit d'une récente inflexion sociale, est la construction d'une *base macro-financière* assainie, par l'intermédiaire d'une politique guidée par le FMI et la Banque mondiale, sur la base de directives précises, et contrôlée au moyen de ratios comptables. Il y a donc une *pression politique* permanente sur le « chemin (libéral) à suivre » inaugurant, en quelque sorte, une nouvelle forme de déterminisme historique selon la phraséologie marxiste.
4. « Concept de sécurité nationale de la fédération de Russie », *Décret présidentiel* n° 24, 10 janvier 2000. Depuis la fin des années 1990, par l'intermédiaire de l'OTAN et de ses manœuvres avec des États de la CEI – dans le cadre du « pacte pour la paix » – voire par l'implantation de bases militaires, l'ingérence américaine en zone post-soviétique est flagrante. En Asie centrale, Washington mène une politique bienveillante à l'égard des États riches en ressources énergétiques et, au moins, présentant un caractère stratégique pour les intérêts russes. En quelque sorte, une véritable *partie d'échecs américano-russe* à l'échelle du continent eurasiatique.
5. Dans un réflexe d'autodéfense, la Russie s'est réfugiée vers les *valeurs politico-psychologiques* du soviétisme et, par ce biais, a refait de l'État (E), de l'Atome (A) et de l'Énergie (E) les variables clés de sa ligne sécuritaire et de son retour comme grande puissance. Sur longue période, on observe le maintien des normes soviétiques (EAE) dans la ligne extérieure russe, centrée sur la projection de force et structurellement focalisée contre l'Amérique, l'ennemi historique. En cela, on peut parler d'*inerties soviétiques*.
6. Expression judicieuse de J. Fontanel, « L'économie russe ou la transition douloureuse », in *L'Avenir de l'économie russe en question*, PUG, Paris (sous la dir. de), 1998, p. 6.
7. Brzezinski Z., *Le Grand Échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Hachette, Paris, 2000 (1^{re} ed., Bayard, 1997).
8. Kennan G.F., « Sources of Soviet Conduct », by X, *Foreign Affairs*, n° 4, juin 1947 (pp. 566-582). En juin 1947, dans un article « The Sources of Soviet Conduct », Kennan note la détermination de Staline à internationaliser la révolution communiste. Afin de contenir l'expansionnisme soviétique, il prône une politique d'endiguement, connue comme *doctrine Truman*.
9. Podhoratz N., « Pour une diplomatie néo-reaganienne », *Politique internationale*, n° 89, automne 2000.
10. *Id.*, *ibid.*
11. Fukuyama F., « La fin de l'histoire et le dernier homme », Flammarion, Paris, 1992.
12. Sur ce point, voir Todd E., « Après l'Empire. Essai sur la décomposition du système américain », Gallimard, coll. « Folio-Actuel », Paris, 2005.
13. Bush G.W., « Discours à West Point », 1^{er} juin 2002.
14. Kagan R. (2002) : « Puissance et faiblesse », *Commentaires*, n° 99, automne 2002.
15. L'État américain reprend à son profit, en vue de justifier sa domination totalisante, le concept de « conscience supérieure » hérité de la terminologie brejnévienne et forgé en période de guerre froide par l'État soviétique, « avant-garde éclairée du prolétariat ». Aujourd'hui, c'est une Amérique autoproclamée « avant-garde du libéralisme » qui cherche à imposer sa *vision du monde* et, par ce biais, révèle l'existence d'un *comportement messianique* identique chez les deux anciens ennemis de la guerre froide. Sur la fonction *légitimatrice* de la conscience sociale supérieure du Parti, dans le cas de l'URSS, voir Geronimo : « Légitimité et rôle du Parti communiste dans la régulation du système économique soviétique », thèse de doctorat, UPMF, Grenoble, 1998.
16. G. Walter, « Lénine », *Le Mémorial des siècles*, préface de Léonid Brejnev, Albin Michel, Paris, 1974.

